



UNAIDS/PCB(28)/11.8  
8 juin 2011

**28<sup>ème</sup> réunion du Conseil de Coordination du Programme**  
**Genève, Suisse**  
**21-23 juin 2011**

**Rapport financier intermédiaire non audité**  
**de l'année close le 31 décembre 2010**  
**Exercice biennal 2010-2011**

**Documents complémentaires pour ce point :** Informations intermédiaires sur la gestion financière de l'exercice biennal 2010-2011 et mise à jour pour la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 31 mars 2011 (UNAIDS/PCB(28)/11.9).

**Actions requises lors de cette réunion – le Conseil de Coordination du Programme est invité à :** accepter le rapport financier intermédiaire non audité de l'année close le 31 décembre 2010.

**Incidences en termes de coût des décisions :** aucune

## Table des matières

<b>Section I : Introduction</b> .....	4
<b>Section II : États financiers, tableaux annexés et notes afférentes aux comptes de l'année comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2010</b>	
Informations générales .....	7
Certification des états financiers.....	8
État I : État de la performance financière Toutes origines de fonds confondues pour l'année close le 31 décembre 2010.....	9
État II : État de la situation financière Toutes origines de fonds confondues au 31 décembre 2010.....	10
État III : État des variations de l'actif net/situation nette Toutes origines de fonds confondues pour l'année close le 31 décembre 2010.....	11
État IV : Tableau des flux de trésorerie Toutes origines de fonds confondues pour l'année close le 31 décembre 2010.....	12
Exposé des principes comptables .....	13
Notes afférentes aux états financiers .....	15
Tableau annexé 1 : État de la performance financière par grandes catégories de fonds pour l'année close le 31 décembre 2010 .....	21
Tableau annexé 2 : Budget-plan de travail intégré Détail des recettes pour l'année close le 31 décembre 2010 .....	22
Tableau annexé 3 : Fonds extrabudgétaires Détail des recettes pour l'année close le 31 décembre 2010 .....	23
Tableau annexé 4 : Budget-plan de travail intégré 2010-2011 Budget, dépenses et fonds affectés (résumé) par effet direct principal pour l'année close le 31 décembre 2010.....	24
Tableau annexé 5 : Budget-plan de travail intégré 2008-2009 Détail des dépenses par rapport aux fonds affectés en 2008-2009 pour l'année close le 31 décembre 2010.....	25
Tableau annexé 6 : Fonds extrabudgétaires Fonds disponibles, dépenses et fonds affectés (résumé) par origine des recettes pour l'année close le 31 décembre 2010.....	26
<b>Section III : Informations sur la gestion</b>	
Fonds disponibles au titre de l'exercice biennal 2010-2011 .....	27
Fonds dépensés pendant l'année close le 31 décembre 2010 .....	27
Actif net/situation nette .....	29

## SECTION I

### INTRODUCTION

1. Le rapport financier 2010 du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) couvrant la première année de l'exercice biennal 2010–2011 est remis par le Secrétariat de l'ONUSIDA au Conseil de Coordination du Programme conformément aux procédures établies<sup>1</sup> qui requièrent de ce dernier qu'il examine le rapport financier du Programme.
2. Le rapport financier fournit des informations au Conseil de Coordination du Programme et à d'autres partenaires sur les origines, l'allocation et l'utilisation des ressources financières. Le rapport fournit aussi des détails sur les éléments d'actif et de passif du Programme, ainsi que des informations sur les flux de trésorerie et la situation nette, ce qui permet d'avoir une vision complète de la situation financière du Programme au 31 décembre 2010.
3. Le rapport financier de l'année 2010 a été préparé conformément aux dispositions des Normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS) et du Règlement financier et des Règles de gestion financière de l'OMS. Ce rapport financier n'est pas accompagné d'un rapport du commissaire aux comptes car il est établi pour la première année de l'exercice biennal et n'est de ce fait pas audité.
4. Conformément au processus permanent de simplification de la présentation des informations financières fournies par le Programme, le présent rapport est divisé en trois sections. La Section I fournit des informations générales et présente les principaux faits marquants du rapport. La Section II contient les états financiers, les tableaux annexés et les notes afférentes aux comptes. La Section III fournit des informations complémentaires de gestion concernant l'année.
5. Lors de sa 24<sup>ème</sup> réunion qui s'est tenue à Genève du 22 au 24 juin 2009, le Conseil de Coordination du Programme a avalisé le programme d'action et les domaines prioritaires inclus dans le Budget-plan de travail intégré 2010-2011. Il a approuvé un budget total de US\$ 484,8 millions (du même niveau que celui de l'exercice biennal précédent) et la répartition suivante des ressources : US\$ 161 millions à partager entre les 10 coparrainants, US\$ 182,4 millions pour le Secrétariat de l'ONUSIDA, US\$ 136,4 millions pour les activités interinstitutions et US\$ 5 millions pour le fonds d'urgence.
6. Le Budget-plan de travail intégré 2010-2011 est basé sur le Cadre stratégique 2007-2010 afin que l'ONUSIDA soutienne les efforts des pays en direction de l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en rapport avec le VIH (UNAIDS/PCB(23)08.27). Ce cadre souligne les cinq orientations stratégiques suivantes du Programme commun :
  - Orientation de l'agenda mondial, accroissement de la participation et suivi des progrès accomplis,
  - Soutien technique et renforcement des capacités pour faire 'travailler l'argent disponible' pour parvenir à un accès universel,
  - Droits de la personne, relations entre les sexes et diminution de la vulnérabilité des personnes les plus exposées au risque,
  - Renforcement de l'accent sur la prévention du VIH, ainsi que sur le traitement, la prise en charge et l'appui, et
  - Renforcement de l'harmonisation et de l'alignement sur les priorités nationales.
7. En outre, le Budget-plan de travail intégré 2010-2011 tient compte de l'accent mis sur les dix domaines prioritaires suivants qui sont liés à des effets directs et des produits clés escomptés :
  - Réduire la transmission sexuelle du VIH

<sup>1</sup> Modalité de fonctionnement 5 (vi) du Modus Operandi du Conseil de Coordination du Programme

- Empêcher que les mères meurent et que leurs bébés soient infectés par le VIH
  - Faire en sorte que les personnes vivant avec le VIH bénéficient d'un traitement
  - Éviter que les gens vivant avec le VIH meurent de la tuberculose
  - Protéger les consommateurs de drogues contre l'infection à VIH
  - Supprimer les lois punitives, les politiques, les pratiques, la stigmatisation et la discrimination qui bloquent les ripostes efficaces au sida
  - Mettre fin à la violence à l'encontre des femmes et des filles
  - Donner aux jeunes les moyens de se protéger contre le VIH
  - Renforcer la protection sociale en faveur des personnes affectées par le VIH, et
  - Protéger les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les professionnel(le)s du sexe et les transgenres contre l'infection à VIH.
8. En outre, lors de sa 27<sup>ème</sup> réunion qui s'est tenue à Genève du 8 au 10 décembre 2010, le Conseil de Coordination du Programme a adopté la Stratégie de l'ONUSIDA pour 2011-2015. Cette Stratégie décrit les trois orientations stratégiques suivantes : (i) Révolutionner la prévention du VIH, (ii) Favoriser l'émergence d'un traitement, de soins et d'un appui de nouvelle génération, et (iii) Promouvoir les droits humains et l'égalité des sexes pour soutenir la riposte au VIH.
9. Ces orientations stratégiques fournissent un programme pour transformer profondément la riposte mondiale au VIH afin de s'assurer que les ressources soient déployées de façon optimale pour réaliser l'accès universel à la prévention, au traitement, aux soins et à l'appui en matière de VIH, pour stopper et faire reculer l'épidémie de VIH, et pour contribuer à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.
10. Le total des produits opérationnels s'est élevé à US\$ 262,5 millions pour 2010, dont US\$ 227,5 millions ont été rendus disponibles au profit des ressources de base du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 et US\$ 35 millions au profit des fonds extrabudgétaires. Le total des charges opérationnelles s'est élevé à US\$ 284 millions pour la même année, dont US\$ 228,6 millions ont concerné des dépenses au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011, US\$ 17,2 millions des dépenses au titre des fonds affectés du Budget-plan de travail intégré 2008-2009 et les US\$ 38,2 millions restants des dépenses imputées sur des fonds extrabudgétaires. En tenant compte des produits financiers de US\$ 4,8 millions pour 2010 (principalement des produits d'intérêt), le « déficit » global (recettes moins charges) reporté sur 2011 s'est élevé à US\$ (16,7) millions.
11. Malgré un taux d'engagement supérieur à 95 % pendant chaque exercice biennal depuis sa création, l'ONUSIDA a régulièrement terminé chaque exercice en affichant un solde de fonds positif, proportionné à l'augmentation du budget du Programme et à la mobilisation des ressources pour le Budget-plan de travail intégré. Au 31 décembre 2010, ce solde de fonds cumulé s'élevait à US\$ 231,8 millions (US\$ 245,8 millions au 31 décembre 2009). Il convient de noter qu'en plus des dépenses de US\$ 228,6 millions engagées au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 et des US\$ 17,2 millions associés à des dépenses au titre de fonds affectés du Budget-plan de travail 2008-2009, un montant de US\$ 48,4 millions a été affecté en 2010 (représentant des engagements fermes relatifs à des biens et des services devant être fournis en 2011), ce qui correspond globalement à un taux d'engagement de 57,1 % pour l'année close le 31 décembre 2010. En conséquence, le solde net des fonds au titre du Budget-plan de travail intégré disponible pour poursuivre la mise en œuvre les activités du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 s'élève à US\$ 183,4 millions.
12. Le solde de fonds disponible au début de chaque exercice biennal correspond en fait au fonds de roulement du Programme commun dans la mesure où il lui permet de fonctionner sans interruption. Grâce à ce fonds de roulement, le Secrétariat a pu provisionner et virer US\$ 103,4 millions aux coparrainants au début 2010 afin de garantir une mise en œuvre continue et harmonieuse de leurs

activités. Cela représente 65 % de la part des coparrainants au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011.

13. Le reste du solde des fonds a permis au Programme commun d'affecter en temps voulu des fonds pour des activités et des charges de personnel des composantes Secrétariat et Interinstitutions du Budget-plan de travail intégré 2010-2011, garantissant à nouveau une mise en œuvre continue et harmonieuse des activités du Budget-plan de travail intégré.

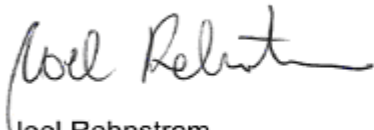
## **SECTION II**

### **ÉTATS FINANCIERS, TABLEAUX ANNEXÉS ET NOTES AFFÉRENTES AUX COMPTES DE L'ANNÉE COMPRISE ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE 2010 (NON AUDITÉS)**

Cette section du rapport financier présente la situation financière globale de l'ONUSIDA au 31 décembre 2010 et pour l'année close à cette date. Les états financiers présentés, les notes afférentes et les tableaux annexés à leur appui ont été préparés conformément aux dispositions du Règlement financier et des Règles de gestion financière de l'OMS, et des Normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS). Les tableaux annexés fournissent des détails contextuels et des explications à l'appui des fonds et des comptes spécifiques gérés par l'ONUSIDA, par l'intermédiaire des systèmes financiers de l'OMS, pour l'année close le 31 décembre 2010.

## Certification des états financiers

Les états financiers, les notes concernant les états financiers et les tableaux sont approuvés



Joel Rehnstrom  
Director, Financial Management  
and Accountability



Michel Sidibé  
Executive Director  
UNAIDS

21 avril 2011



**État I**

**État de la performance financière**

**Toutes origines de fonds confondus pour l'année close le 31 décembre 2010**

(en dollar des États-Unis)

	Notes	2010	2008-2009
<b>Produits opérationnels</b>			
<i>Contributions volontaires</i>	3.1		
Gouvernements		249 037 232	530 986 361
Organismes coparrainants		4 813 492	12 605 462
Autres produits opérationnels		8 606 428	17 420 142
<b>Total des produits opérationnels</b>		<b>262 457 152</b>	<b>561 011 965</b>
<b>Charges opérationnelles</b>			
	3.3		
Dépenses de personnel et autres charges liées		111 054 612	186 772 084
Coopération financière directe		99 916 384	189 858 248
Services contractuels		40 217 745	70 449 269
Frais généraux de fonctionnement		17 054 319	44 188 036
Voyages		11 999 057	28 591 783
Équipements, véhicules et mobilier		3 746 079	4 261 827
<b>Total des charges opérationnelles</b>		<b>283 988 196</b>	<b>524 121 247</b>
<b>Excédent/(déficit) opérationnel</b>		<b>(21 531 044)</b>	<b>36 890 718</b>
<b>Produits et charges financiers</b>			
Produits et charges financiers, en net	3.2	5 520 520	16 143 025
Différences de change non-distribuées		( 726 523)	-
<b>Total des produits et charges financiers</b>		<b>4 793 997</b>	<b>16 143 025</b>
<b>Total de l'excédent/(déficit) de l'exercice</b>		<b>(16 737 047)</b>	<b>53 033 743</b>

*Les notes afférentes aux comptes font partie intégrante des états financiers.*

**État II**

**État de la situation financière**

**Toutes origines de fonds confondues au 31 décembre 2010**

(en dollar des États-Unis)

	Notes	2010	2009
<b>ACTIF</b>			
<b>Actif circulant</b>			
Liquidités (espèces et quasi espèces)	4.1	252 708 770	272 157 980
Comptes débiteurs	4.2	65 808 143	55 515 241
Avances au PNUD	4.3	9 306 149	11 077 234
Autres créances	4.4	969 246	566 163
Charges constatées d'avance	4.5	27 303 918	38 830 708
		<u>356 096 226</u>	<u>378 147 326</u>
<b>Actif immobilisé</b>			
Bâtiment	4.9	25 613 444	25 613 444
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<u>381 709 670</u>	<u>403 760 770</u>
<b>PASSIF</b>			
<b>Dettes à court terme</b>			
Comptes créditeurs	4.7	2 163 645	11 483 441
Autres dettes à court terme	4.8	2 373 907	401 989
		<u>4 537 552</u>	<u>11 885 430</u>
<b>Dettes à moyen et long terme</b>			
Emprunts à long terme	4.9	21 873 061	22 498 769
Provisions pour avantages sociaux liés au personnel	4.10	7 760 467	5 718 703
		<u>29 633 528</u>	<u>28 217 472</u>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<u>34 171 080</u>	<u>40 102 902</u>
<b>ACTIF NET/SITUATION NETTE</b>			
<b>Actif net/réserves</b>			
Fonds de réserve	5.1	35 000 000	35 000 000
Fonds propres engagés dans les immobilisations	5.2	3 740 383	3 122 614
<b>Excédents cumulés</b>			
	4.14		
Non soumis à restrictions		231 769 739	245 764 017
Soumis à restrictions		77 754 991	79 771 237
Différences de change non-distribuées		( 726 523)	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF NET/SITUATION NETTE</b>	État III	<u>347 538 590</u>	<u>363 657 868</u>
<b>TOTAL DU PASSIF ET DE L'ACTIF NET/SITUATION NETTE</b>		<u>381 709 670</u>	<u>403 760 770</u>

*Les notes afférentes aux comptes font partie intégrante des états financiers*

**État III**

**État des variations de l'actif net/situation nette**

**Toutes origines de fonds confondues pour l'exercice clos le 31 décembre 2010**

(en dollar des États-Unis)

	Notes	1 janvier 2010	Variations en 2010	31 décembre 2010
<b>Actif net/réserves</b>				
Fonds de réserve	5.1	35 000 000	-	35 000 000
Fonds propres engagés dans les immobilisations	5.2	3 122 614	617 769	3 740 383
<b>Total actif net/réserves</b>		<b>38 122 614</b>	<b>617 769</b>	<b>38 740 383</b>
<b>Excédents cumulés</b>				
	4.14			
Fonds du Budget-plan de travail intégré non soumis à restrictions		245 764 017	(13 994 278)	231 769 739
Fonds extrabudgétaires soumis à restrictions		79 771 237	(2 016 246)	77 754 991
Différences de change non-distribuées		-	( 726 523)	( 726 523)
<b>Total des excédents cumulés</b>		<b>325 535 254</b>	<b>(16 737 047)</b>	<b>308 798 207</b>
<b>Actif net/situation nette</b>		<b>363 657 868</b>	<b>(16 119 278)</b>	<b>347 538 590</b>

**État IV**

**Tableau des flux de trésorerie**

**Toutes origines de fonds confondues pour l'exercice clos le 31 décembre 2010**

(en dollar des États-Unis)

	<b>2010</b>	<b>2008-2009</b>
<b>Flux de trésorerie générés par les (affectés aux) activités opérationnelles</b>		
Excédent/(déficit) pour l'exercice	(16 737 047)	53 033 743
(Augmentation)/diminution des contributions à recevoir	(10 292 901)	(42 149 570)
(Augmentation)/diminution des autres comptes débiteurs	( 403 084)	( 566 163)
(Augmentation)/diminution des charges constatées d'avance	11 526 790	(36 745 807)
(Augmentation)/diminution des avances au PNUD	1 771 085	(4 937 557)
Augmentation/(diminution) des comptes créditeurs	(9 319 796)	(25 343 531)
Augmentation/(diminution) des autres passifs	1 971 918	401 989
Augmentation/(diminution) des provisions pour avantages sociaux	2 041 764	847 376
<i>Flux nets de trésorerie affectés aux activités opérationnelles</i>	<u>(19 441 271)</u>	<u>(55 459 520)</u>
<b>Flux de trésorerie générés par les (affectés aux) activités d'investissement</b>		
Achat d'immobilisations corporelles	617 769	1 717 728
<i>Flux nets de trésorerie générés par les activités d'investissement</i>	<u>617 769</u>	<u>1 717 728</u>
<b>Flux de trésorerie générés par les (affectés aux) activités de financement</b>		
Remboursements d'emprunts	( 625 708)	(1 709 789)
<i>Flux nets de trésorerie affectés aux activités de financement</i>	<u>( 625 708)</u>	<u>(1 709 789)</u>
<b>Augmentation/(diminution) nette des liquidités</b>	<u>(19 449 210)</u>	<u>(55 451 581)</u>
<b>Liquidités en début d'exercice</b>	<u>272 157 980</u>	<u>327 609 561</u>
<b>Liquidités en fin d'exercice</b>	<u>252 708 770</u>	<u>272 157 980</u>

## Exposé des principes comptables

### 1.1 **Base de préparation et présentation**

Les comptes de l'ONUSIDA sont tenus conformément aux dispositions du Règlement financier et des Règles de gestion financière de l'OMS, organisation qui fournit des services d'administration à l'appui du Programme commun conformément à la résolution 1994/24 de l'ECOSOC et à l'Article XI du Mémoire d'accord conclu entre les coparrainants créant l'ONUSIDA. Les principes comptables et les pratiques de compte rendu financier appliqués par l'ONUSIDA sont en conséquence basés sur le Règlement financier et les Règles de gestion financière de l'OMS. Lorsque ce Règlement et ces Règles ne prévoient pas de dispositions explicites, les dispositions des Normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS) s'appliquent. Les états financiers, les notes afférentes et les tableaux annexés sont établis conformément aux UNSAS.

Ces états financiers ont été préparés sur la base du principe dit « de continuité d'exploitation » et se conforment au principe dit « du coût historique » utilisant la méthode de comptabilité dite « d'engagement ».

Les états financiers, notes et tableaux annexés sont présentés en dollars des États-Unis d'Amérique.

### 1.2 **Comptabilisation des produits (produits opérationnels)**

**Contributions volontaires** – Les contributions volontaires sont comptabilisées suivant la méthode dite « d'engagement ». Des accords formels de financement signés par les deux parties sont nécessaires pour pouvoir comptabiliser un actif avant la réception des fonds correspondants. Lorsque tout le financement est payable d'avance, les recettes correspondantes au financement décrit dans l'accord sont comptabilisées lorsque l'accord est signé. Si la réception des fonds est fixée à une date future prédéterminée, les recettes ne seront comptabilisées qu'à cette date future.

**Contributions en nature ou sous forme de service** – Les contributions de biens ou de services reçues en nature ou sous forme de service par l'ONUSIDA sont comptabilisées pendant l'exercice durant lequel elles ont été reçues. Elles sont comptabilisées à la fois en recettes et en dépenses au niveau du Fonds fiduciaire de l'ONUSIDA pour les activités extrabudgétaires à leur juste valeur telle qu'estimée au plus précis.

### 1.3 **Charges (dépenses)**

L'ONUSIDA comptabilise les dépenses au moment de la fourniture des biens et des services.

### 1.4 **Comptes débiteurs et autres créances**

Les comptes débiteurs et autres créances sont comptabilisés à leur valeur de réalisation estimée. Aucune provision n'a été comptabilisée pour non collecte de contributions volontaires ou autres créances.

### 1.5 **Provisions et passif éventuel**

L'ONUSIDA comptabilise une provision pour toutes les obligations actuelles dont le règlement nécessitera probablement une sortie de ressources et dont la valeur peut raisonnablement être estimée. Ces provisions sont comptabilisées en charges pour la période considérée et un passif correspondant est inscrit dans l'État de la situation financière. Le passif éventuel correspond toutefois à des sorties de ressources potentielles futures qui ne répondent pas aux critères d'une provision (elles ne sont pas probables et ne peuvent être raisonnablement estimées). Si un passif éventuel n'est pas considéré comme très improbable, il doit être indiqué dans les notes afférentes aux comptes.

### 1.6 **Immobilisations corporelles**

Les biens immobiliers sont comptabilisés au coût et ne font pas l'objet d'amortissements. Les équipements sont totalement passés en charge à leur coût pendant l'exercice pendant lequel ils sont acquis. Un inventaire des équipements dont le coût individuel est égal ou supérieur à US\$ 2 500 est réalisé et la valeur des équipements est indiquée dans les présentes notes.

### 1.7 **Avantages sociaux**

Les avantages sociaux sont comptabilisés en charges suivant la méthode dite « d'engagement ». De même, les indemnités de départ versées aux membres du personnel, y compris l'allocation de rapatriement, l'indemnité pour congés annuels non pris, les frais de voyage et de déménagement lors du rapatriement, sont comptabilisées en charges suivant la méthode dite « d'engagement ». En ce qui concerne l'évaluation actuarielle, les sommes actuellement provisionnées au titre des avantages sociaux ne sont pas suffisantes pour couvrir l'ensemble des dépenses futures.

### 1.8 **Caisse commune des Pensions du Personnel des Nations Unies**

L'ONUSIDA adhère à la Caisse commune des Pensions du Personnel des Nations Unies (UNJSPF) via l'OMS qui est membre de celle-ci. La Caisse commune a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer au personnel des pensions de retraite ainsi que des prestations en cas de décès ou d'incapacité et d'autres prestations. La Caisse commune a adopté un régime à prestations déterminées. Les engagements financiers de l'organisation envers la Caisse commune sont constitués de la cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que de la part d'un déficit actuariel éventuel qui pourrait devoir être couvert conformément à l'article 26 des statuts de la Caisse. Les sommes nécessaires pour couvrir le déficit ne sont à verser que lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'article 26 après avoir constaté qu'une évaluation actuarielle justifie – à la date de l'évaluation – que le déficit soit couvert. À la date du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué cette disposition.

### 1.9 **Risques financiers**

L'ONUSIDA est exposé à certains risques financiers, notamment le risque de change et le risque de crédit. L'OMS conserve la trésorerie de l'ONUSIDA et conformément au paragraphe 11.1 du Règlement financier, les fonds dont l'utilisation n'est pas prévue dans l'immédiat peuvent être placés. Tous les placements sont réalisés dans le cadre de politiques d'investissement approuvées par le Directeur général de l'OMS. Ces politiques sont régulièrement examinées par le Comité consultatif pour les investissements (*Advisory Investment Committee*) qui inclut des experts en investissement venant de l'extérieur. Le Comité fait des recommandations régulières au Directeur général. La gamme des types de placement se présente comme suit :

- **Placements de nature obligatoire à court terme en dollar des États-Unis** – Ce sont des produits de trésorerie et des instruments obligataires de haut niveau de qualité à court terme émis par des États, des agences et des entreprises, conformément à la politique d'investissement approuvée.
- **Placements de nature obligatoire à long terme en dollars des États-Unis** – Ce sont des obligations de haut niveau de qualité à moyen et long terme émises par des États, des agences et des entreprises. Ces placements sont représentatifs de fonds gérés pour le Fonds l'assurance-maladie du personnel et le Compte de gestion des indemnités de départ, conformément à la politique d'investissement approuvée.
- **Placements en actions en dollars des États-Unis** – Ces fonds sont gérés pour le Fonds de l'assurance-maladie du personnel conformément à la politique d'investissement approuvée.

**Risque de change** – L'ONUSIDA reçoit des contributions volontaires et effectue des paiements dans des devises autres que le dollar des États-Unis. Il est exposé à un risque de change lié aux fluctuations des taux de change. Les gains et les pertes de change sur l'achat et la vente de devises, la réévaluation des soldes des livres comptables et les autres différences de change sont ajustés sur les fonds et comptes correspondants.

**Risque de crédit** – Le risque de crédit associé aux contributions des donateurs et à d'autres produits à recevoir est évoqué ci-dessus dans la note sur les Produits à recevoir. L'ONUSIDA n'est pas assujetti à un risque important de liquidité ou de prix.

**Conversion des devises** – La conversion en dollars des États-Unis d'opérations libellées dans des devises autres est effectuée au taux de change comptable des Nations Unies en vigueur à la date de l'opération. Les éléments d'actif et de passif qui sont libellés dans des devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur le premier jour du mois aux fins de l'information financière. Les gains et pertes réalisés/latents liés au règlement et à la réévaluation des opérations libellées dans des devises étrangères sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

#### **1.10 Fonds de péréquation des impôts**

Les personnels de l'ONUSIDA qui sont des citoyens d'États Membres qui prélèvent un impôt sur le revenu sur les émoluments reçus de l'organisation sont inclus dans le Fonds de péréquation des impôts de l'OMS.

#### **1.11 Produits d'intérêt**

Les fonds de l'ONUSIDA sont gérés par l'OMS de manière centralisée et groupée. Les intérêts acquis sur ces fonds sont répartis proportionnellement au capital dans les comptes centraux. Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode dite « d'engagement ».

#### **1.12 Comptabilité par fonds**

Méthode de classement des ressources en catégories (par fonds) afin de déterminer leur origine et leur utilisation. La création de ces fonds permet de mieux rendre compte des recettes et des dépenses. Les deux types de fonds de l'ONUSIDA sont les fonds du Budget-plan de travail intégré et les fonds extrabudgétaires. Les virements entre fonds susceptibles d'entraîner une duplication des recettes et/ou des dépenses (y compris des coûts d'appui aux programmes) sont éliminés au moment de la consolidation.

## **Notes afférentes aux états financiers**

### **2. Exposé des objectifs**

L'objectif du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), tel que mentionné dans le Mémoire d'accord conclu entre les coparrainants portant création de l'ONUSIDA et dans les résolutions du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) 1994/24 et 1995/2, est de coordonner la riposte du système des Nations Unies à l'épidémie de VIH et de sida.

Cet objectif a été affiné et actualisé du fait de la nouvelle vision et du nouvel énoncé de mission de l'ONUSIDA qui ont été avalisés par le Conseil de Coordination du Programme lors de sa 26<sup>ème</sup> réunion qui s'est tenue à Genève du 22 au 24 juin 2010. Le nouvel énoncé de mission énumère les cinq fonctions suivantes de l'ONUSIDA :

- **Unir** les efforts des coparrainants des Nations Unies, de la société civile, des gouvernements nationaux, du secteur privé, des institutions mondiales ainsi que des personnes vivant avec le VIH et les plus affectées par ce virus ;
- **Exprimer** haut et fort sa solidarité avec les personnes les plus affectées par le VIH en vue de défendre la dignité humaine, les droits de l'homme et l'égalité des sexes ;
- **Mobiliser** des ressources politiques, techniques, scientifiques et financières, et en rendant chacun responsable des résultats ;
- **Mettre à la disposition des** agents du changement des informations et des éléments probants stratégiques pour les influencer et s'assurer que les ressources sont allouées là où elles auront le plus d'impact ;
- **Soutenir** un leadership participatif des pays en vue de ripostes complètes et durables, combinées aux efforts nationaux en matière de santé et de développement dont elles font partie intégrante.

Lors de sa 24<sup>ème</sup> réunion qui s'est tenue à Genève du 22 au 24 juin 2009, le Conseil de Coordination du Programme a avalisé le programme d'action et les domaines prioritaires inclus dans le Budget-plan de travail intégré 2010-2011. Il a approuvé un budget total de US\$ 484,8 millions (du même niveau que celui de l'exercice biennal précédent) et la répartition suivante des ressources : US\$ 161 millions à partager entre les 10 coparrainants, US\$ 182,4 millions pour le Secrétariat de l'ONUSIDA, US\$ 136,4 millions pour les activités interinstitutions et US\$ 5 millions pour le fonds d'urgence.

### 3. Informations à l'appui de l'État de la performance financière

#### 3.1 Contributions volontaires

Les contributions volontaires au profit du Programme ont totalisé US\$ 253,9 millions (US\$ 249,1 millions des gouvernements et US\$ 4,8 millions des coparrainants de l'ONUSIDA). Le montant susmentionné inclut une somme de US\$ 0,5 million représentant des contributions sous forme de service. Outre le montant ci-dessus, une somme totale de US\$ 8,6 millions a été reçue et comptabilisée au poste Autres recettes opérationnelles, versée par des organisations intergouvernementales, des institutions et d'autres organismes des Nations Unies ainsi que par le secteur privé.

#### 3.2 Produits et charges financiers, en net

Le total des produits d'intérêt s'est élevé à US\$ 4,8 millions en 2010 et les gains réalisés nets ont représenté US\$ 0,7 million pour la même année, ce qui se traduit par un montant total de US\$ 5,5 millions au 31 décembre 2010.

	2010 (en dollars des États-Unis)	2008-2009 (en dollars des États-Unis)
Produits d'intérêt	4 813 181	12 976 931
Gains/(pertes) réalisés	707 339	3 166 094
<b>Total</b>	<b>5 520 520</b>	<b>16 143 025</b>

Les différences de change non-distribuées résultant des écarts de conversion de US\$ (0,7) million subies en 2010 n'ont pas été incluses dans le calcul des produits d'intérêt ci-dessus et ont été comptabilisées de manière distincte dans l'État de la situation financière.

#### 3.3 Charges (dépenses)

L'ONUSIDA comptabilise les dépenses au moment de la fourniture des biens et des services. Les fonds affectés correspondent à des fonds formellement provisionnés pour des biens et des services non encore fournis. Les fonds affectés ne sont pas comptabilisés dans l'État de la performance financière.

**3.3.1 Dépenses de personnel et autres charges liées** : elles représentent les charges totales liées à l'emploi de personnel dans tous les lieux, y compris les rémunérations au titre du traitement de base, de l'indemnité de poste et d'autres types de droits (ex : retraite et assurance) payées par le Programme.

**3.3.2 Coopération financière directe** : cela représente des contrats signés avec des coparrainants de l'ONUSIDA, d'autres organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales à but non lucratif et des établissements universitaires et scientifiques concernant des activités engagées pour atteindre des objectifs spécifiques du Secrétariat de l'ONUSIDA, des virements aux coparrainants de l'ONUSIDA pour leur part au titre du Budget-plan de travail 2010-2011 et des virements de Fonds d'accélération programmatique aux coparrainants dans les pays afin de soutenir les activités domestiques pour contribuer à un élargissement de la riposte nationale au VIH/sida.



**3.3.3 Services contractuels** : sommes dépensées pour le recours à des prestataires de services, habituellement par le biais d'accords pour exécution de travaux (APW) pour la production de travaux spécifiques ou de contrats de consultants passés avec des particuliers pour qu'ils mènent à bien des activités pour le compte du Programme.

**3.3.4 Frais généraux de fonctionnement** : ce montant correspond aux frais de fonctionnement du Siège et des bureaux régionaux et de pays. Il englobe les charges liées aux services d'intérêt général, aux télécommunications et aux loyers.

**3.3.5 Voyages** : les frais de voyage totaux incluent les voyages payés par l'ONUSIDA pour les membres du personnel, les participants aux réunions qui ne font pas partie du personnel, les consultants et les membres du Conseil de Coordination du Programme. Ils comprennent les billets d'avion, les allocations journalières de subsistance et les autres frais liés aux voyages. Ils n'incluent pas les voyages statutaires pour le congé dans les foyers ni les voyages liés à l'allocation pour frais d'étude.

**3.3.6 Équipements, véhicules et mobilier** : l'ONUSIDA comptabilise en charge le coût total des équipements, des véhicules et du mobilier au moment de leur livraison. Conformément aux UNSAS, aucune dotation aux amortissements n'est actuellement comptabilisée.

#### 4. Informations à l'appui de l'État de la situation financière

##### 4.1 Liquidités (espèces et quasi espèces)

Les liquidités incluent l'encaisse, les valeurs à l'encaissement, les soldes bancaires et d'autres placements extrêmement liquides à court terme qui sont facilement convertibles en espèces et ont des échéances initiales de trois mois maximum. Ces soldes sont détenus de manière centralisée par l'OMS et placés au nom de l'ONUSIDA conformément aux règles et pratiques en vigueur à l'OMS.

Le total de US\$ 252 708 770 se décompose comme suit :

	<b>31 décembre 2010</b> (en dollar des États-Unis)	<i>31 décembre 2009</i> (en dollar des États-Unis)
Encaisse, soldes bancaires/valeurs à l'encaissement – comptes d'avance	122 749	797 292
Compte courant (auprès de l'OMS)	252 586 021	271 360 688
<b>Total</b>	<b>252 708 770</b>	<i>272 157 980</i>

##### 4.1.a Couverture du risque de change

Le risque de change est lié aux différences entre les taux de change auxquels les comptes débiteurs ou les comptes créditeurs en devises sont comptabilisés et les taux de change auxquels les fonds reçus ou les paiements sont ultérieurement enregistrés. Un programme mensuel est appliqué pour couvrir ce risque de change. Chaque mois, les contributions, les comptes débiteurs et les comptes créditeurs sont compensés par devise et chaque position nette significative en devise est couverte par l'achat ou la vente d'un contrat de change à terme d'une valeur égale et opposée à la dite position. Ces positions sont rééquilibrées à la fin de chaque mois au moment de la fixation des taux de change mensuels des Nations Unies et les contrats de change à terme sont ajustés et prorogés sur le mois suivant pour couvrir la nouvelle position en devise. Grâce à ce processus, les gains ou les pertes de change réalisés sur les contrats de change à terme couvrent les gains ou les pertes de change générés par les variations des contributions, des comptes débiteurs et des comptes créditeurs nets.

##### 4.2 Comptes débiteurs

Au 31 décembre 2010, l'encours des produits à recevoir au titre des contributions s'élevait à US\$ 65,8 millions (US\$ 55,5 millions en 2009). La majeure partie de ces produits à recevoir est liée à des soldes de lettres de crédit du gouvernement des États-Unis d'Amérique.

#### 4.3 **Avances au PNUD**

En vertu de l'« Accord de travail entre le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) concernant la fourniture de services d'appui administratif par le PNUD » signé en avril 1996 et actualisé en juin 2008, le PNUD fournit des services d'appui administratif à l'ONUSIDA dans les bureaux de pays et de régions. Du fait de cet accord, l'ONUSIDA doit périodiquement avancer des fonds au PNUD pour couvrir les paiements effectués par le PNUD au nom de l'ONUSIDA.

#### 4.4 **Autres créances**

Au 31 décembre 2010, l'encours de US\$ 1 million d'autres créances (US\$ 0,6 million au 31 décembre 2009) correspondait à différentes avances liées aux charges de personnel, telles que les salaires, aux loyers et aux voyages. Conformément au Règlement du Personnel de l'OMS, les membres du personnel reçoivent une avance sur traitement dans l'attente du traitement administratif de leur contrat de travail. Lorsque le traitement administratif des traitements du personnel devient effectif, l'avance est récupérée et les montants sont imputés au projet concerné. Les avances relatives aux locations sont allouées en vertu de l'article 320.4 du Règlement du Personnel. Les avances relatives aux voyages sont validées sur présentation de la demande de remboursement des frais de voyage et après son règlement effectif.

#### 4.5 **Charges constatées d'avance**

Le montant total de US\$ 27,3 millions de charges constatées d'avance (US\$ 38,8 millions au 31 décembre 2009) concerne principalement des avances versées aux coparrainants de l'ONUSIDA. En décembre 2009 et en décembre 2010, l'ONUSIDA avait avancé des fonds aux coparrainants au titre de leur part du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 afin de garantir une mise en œuvre continue et harmonieuse de leurs activités. Ces fonds seront comptabilisés en charges en 2011.

#### 4.6 **Équipement durable**

Au 31 décembre 2010, l'ONUSIDA détenait des équipements évalués au total à US\$ 9,5 millions (à leur coût) (US\$ 10,3 millions au 31 décembre 2009). Conformément aux principes comptables établis, les équipements non consommables (notamment le mobilier, les ordinateurs et autres équipements de bureau, et les véhicules à moteur) sont comptabilisés en charges à leur coût. L'ONUSIDA réalise un inventaire des équipements non consommables et leur valeur est indiquée dans les présentes notes.

À des fins d'information financière, seuls les équipements dont le coût est égal ou supérieur à US\$ 2 500 sont pris en compte.

	31 décembre 2010 (en milliers de dollars des États-Unis)	31 décembre 2009 (retraité) (en milliers de dollars des États-Unis)
Solde d'ouverture	10 265	7 804
Acquisitions	854	3 453
Cessions	1 656	992
<b>Solde de clôture</b>	<b>9 463</b>	<b>10 265</b>

#### 4.7 **Comptes créditeurs**

Elles représentent le montant total dû aux fournisseurs pour des biens et services. Les charges à payer pour les activités programmatiques de l'ONUSIDA totalisaient US\$ 2,2 millions au 31 décembre 2010 (US\$ 11,5 millions au 31 décembre 2009).

#### 4.8 **Autres dettes à court terme**

Au 31 décembre 2010, le solde total des autres dettes à court terme s'élevait à US\$ 2,4 millions (US\$ 0,4 million au 31 décembre 2009). Ces montants sont liés à différents engagements à court terme, tels que détaillés ci-dessous.

	31 décembre 2010 (en dollars des États-Unis)	31 décembre 2009 (en dollars des États-Unis)
Dettes liées aux salaires	970 660	401 989
Autres dettes	1 403 247	-
<b>Total</b>	<b>2 373 907</b>	<b>401 989</b>

#### 4.9 Immobilisations corporelles (bâtiments) et emprunts à long terme

Lors de sa 12<sup>ème</sup> réunion de mai 2004, le Conseil de Coordination du Programme a avalisé la négociation par l'ONUSIDA d'un prêt direct auprès de la Confédération suisse pour la construction d'un nouveau bâtiment à Genève pour le Secrétariat de l'ONUSIDA et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour un coût estimé de CHF 66 millions, sur lequel la part de l'ONUSIDA est estimée à CHF 33 millions. En décembre 2003, la Confédération suisse s'est engagée à fournir un prêt sans intérêt d'un montant de CHF 59,8 millions, sur lequel la part de l'ONUSIDA est de CHF 29,9 millions. Le remboursement sur une période de 50 ans de la part de l'ONUSIDA sur ce prêt sans intérêt fourni par la Confédération suisse est effectué via une réaffectation des fonds autrement dépensés pour la location de bureaux à partir de la première année d'achèvement du bâtiment.

Le bâtiment a été achevé en novembre 2006. Le montant inscrit au poste Immobilisations corporelles (bâtiments) inclut US\$ 25,6 millions qui représentent la part de 50 % des engagements de l'ONUSIDA au titre du bâtiment au 31 décembre 2007.

Le prêt remboursable de US\$ 21,9 millions au 31 décembre 2010 représente le solde de la part de l'ONUSIDA dans le prêt reçu de la Confédération suisse.

#### 4.10 Provisions pour avantages sociaux liés au personnel

Elles représentent :

- (i) **Le compte pour les indemnités de fin de contrat** : ce compte a été créé pour assurer le financement des rémunérations dues aux membres du personnel en fin de contrat, notamment l'allocation de rapatriement, l'indemnité pour congés annuels accumulés, les frais de voyage et de déménagement lors d'un rapatriement. Il est financé par une provision budgétaire fixée à 2,5 % du salaire et de l'indemnité de poste pour 2010. Il convient de noter que le compte ne couvre pas l'ensemble des engagements à long terme du Programme pour les indemnités de fin de contrat. La dernière étude actuarielle a estimé l'ensemble de l'engagement à US\$ 18,1 millions au 31 décembre 2009. Ce calcul n'incluait pas les charges liées à l'allocation de fin de contrat ou au départ d'un commun accord en cas de suppression de poste.
- (ii) **Le compte des droits et à indemnités statutaires autres que les salaires** : ce compte permet de financer les droits à indemnité du personnel non inclus dans le traitement. Ils se composent des allocations pour frais d'études, des frais de voyage liés à l'allocation pour frais d'études, les frais pour congés dans les foyers, les frais de voyage lors des recrutements et des affectations, les primes d'affectation et les frais de transport des effets personnels.

	31 décembre 2010 (en dollar des États-Unis)	31 décembre 2009 (en dollar des États-Unis)
Indemnités de fin de contrat	7 156 309	6 357 869
Droits et indemnités statutaires, autres que les salaires	604 158	(639 166)
<b>Total</b>	<b>7 760 467</b>	<b>5 718 703</b>

#### 4.11 Assurance-maladie du personnel

Le personnel de l'ONUSIDA est couvert par l'Assurance-maladie du personnel de l'OMS. Les recettes du fonds de l'Assurance-maladie de l'OMS comprennent les cotisations des membres

du personnel en service et retraité (versées à raison d'un tiers par le participant et de deux tiers par le Programme) ainsi que les intérêts acquis sur les placements. Afin d'assurer un financement adéquat des demandes de remboursement futures des retraités, un pourcentage fixe (actuellement 25 %) des cotisations des membres du personnel en service est mis de côté chaque année. Les 75 % restants des cotisations sont nécessaires pour couvrir les demandes de remboursement des membres du personnel en service. Il convient de noter que le solde des fonds pour l'assurance-maladie après la cessation de service (ASHI) n'est pas suffisant pour couvrir tous les coûts futurs. La dernière évaluation actuarielle au 31 décembre 2010 estime la charge totale pour l'ONUSIDA à US\$ 64,3 millions. La charge nette non financée s'élève à US\$ 39,3 millions (c'est-à-dire US\$ 64,3 millions moins les actifs du plan propres à l'ONUSIDA de US\$ 25,0 millions).

#### **4.12 *Dispenses administratives, montants passés par pertes et profits, versements à titre gracieux et fraudes***

En 2010, le Programme n'a comptabilisé aucune dispense administrative ni aucun montant passé par pertes et profits ou versement à titre gracieux. Aucun cas de fraude n'a pas été signalé durant 2010.

#### **4.13 *Passif éventuel***

Au 31 décembre 2010, il y avait un litige lié au personnel en cours devant le Comité d'appel du Siège de l'OMS qui devrait être transféré devant le Tribunal administratif de l'OIT. La procédure juridique n'est pas suffisamment avancée pour évaluer avec certitude l'ampleur de la responsabilité du Programme.

#### **4.14 *Variations de l'actif net/situation nette***

Cet état est divisé en deux catégories, à savoir les actifs soumis à restrictions et les actifs non soumis à restrictions. Les actifs non soumis à restrictions correspondent aux fonds de l'ONUSIDA. Les actifs soumis à restrictions correspondent aux soldes des fonds qui sont contractuellement engagés pour être dépensés au profit d'activités et/ou de zones géographiques désignées. Le donateur peut demander que ces fonds lui soient remboursés s'ils ne sont pas dépensés selon les modalités ou dans les délais prévus dans l'accord.

### **5. Informations à l'appui de l'État des variations de l'actif net/situation nette**

#### **5.1 *Fonds de réserve***

En attendant la réception des contributions de base, la mise en œuvre du Budget-plan de travail intégré peut être financée par le Fonds de réserve dont la création a été décidée par le Conseil de Coordination du Programme en juin 1996. Les règles et procédures régissant l'utilisation du Fonds de réserve par le Directeur exécutif ont été décidées lors de la sixième réunion du Conseil de Coordination du Programme qui s'est tenue à Genève en mai 1998.

#### **5.2 *Fonds propres engagés dans les immobilisations***

Pendant l'exercice, les immobilisations sont comptabilisées au moment de l'achat, ce qui réduit les soldes affectés des fonds correspondants. À la fin de chaque exercice, ces immobilisations sont portées au crédit des fonds propres. À la fin 2010, les fonds propres engagés dans les immobilisations représentaient US\$ 3,7 millions au titre de la part de l'ONUSIDA dans le bâtiment du Siège de Genève.

**Tableau annexé 1**

**État de la performance financière par grandes catégories de fonds**

**pour l'année close le 31 décembre 2010**

(en dollars des États-Unis)

Notes	Budget-plan de travail intégré	Fonds extrabudgétaires			Totaux	
		Fonds extrabudgétaires	Éliminations	Sous-total		
	(a)	(b)	(c)	(d) = (b + c)	(e) = (a+d)	
<b>Produits opérationnels</b>						
<i>Contributions volontaires</i>	3.1					
Gouvernements		223 384 774	25 652 458	-	25 652 458	<b>249 037 232</b>
Organismes coparrainants		4 000 000	813 492	-	813 492	<b>4 813 492</b>
Autres produits opérationnels		61 493	8 544 935	-	8 544 935	<b>8 606 428</b>
Produits liés aux coûts d'appui aux programmes		-	1 508 029	1 508 029	-	-
<b>Total des produits opérationnels</b>		<b>227 446 267</b>	<b>36 518 914</b>	<b>1 508 029</b>	<b>35 010 885</b>	<b>262 457 152</b>
<b>Charges opérationnelles</b>						
<i>Dépenses de personnel et autres charges liées</i>	3.3					
Dépenses de personnel et autres charges liées		101 658 943	9 395 669	-	9 395 669	<b>111 054 612</b>
Coopération financière directe		91 662 279	8 254 105	-	8 254 105	<b>99 916 384</b>
Services contractuels		24 580 321	15 637 424	-	15 637 424	<b>40 217 745</b>
Frais généraux de fonctionnement		15 435 872	1 618 447	-	1 618 447	<b>17 054 319</b>
Voyages		9 611 066	2 387 991	-	2 387 991	<b>11 999 057</b>
Équipements, véhicules et mobilier		2 818 244	927 835	-	927 835	<b>3 746 079</b>
Coûts d'appui aux programmes		-	1 508 029	1 508 029	-	-
<b>Total des charges opérationnelles</b>		<b>245 766 725</b> <sup>1/</sup>	<b>39 729 500</b> <sup>1/</sup>	<b>1 508 029</b>	<b>38 221 471</b> <sup>1/</sup>	<b>283 988 196</b> <sup>1/</sup>
<b>Excédent/(déficit) opérationnel</b>		<b>(18 320 458)</b>	<b>(3 210 586)</b>	<b>-</b>	<b>(3,210,586)</b>	<b>(21 531 044)</b>
<b>Produits et charges financiers</b>						
Produits et charges financiers, en net	3.2	4 326 180	1 194 340	-	1,194,340	5 520 520
Écarts de conversion - latents		( 726 523)	-	-	-	( 726 523)
<b>Total des produits et charges financiers</b>		<b>3 599 657</b>	<b>1 194 340</b>	<b>-</b>	<b>1 194 340</b>	<b>4 793 997</b>
<b>Total de l'excédent/(déficit) de l'exercice</b>		<b>(14 720 801)</b>	<b>(2 016 246)</b>	<b>-</b>	<b>(2 016 246)</b>	<b>(16 737 047)</b>

<sup>1/</sup> Ces montants incluent des dépenses au titre des budgets-plans de travail intégrés approuvés 2008-2009 et 2010-2011 tels que détaillés ci-dessous :

	Budget-plan de travail intégré	Fonds extrabudgétaires			Totaux
		Fonds extrabudgétaires	Éliminations	Sous-total	
2010-2011	228 566 057	31 682 847	1 508 029	30 174 818	<b>258 740 875</b>
2008-2009	17 200 668	8 046 653	-	8 046 653	<b>25 247 321</b>
Total des dépenses	245 766 725	39 729 500	1 508 029	38 221 471	<b>283 988 196</b>

**Tableau annexé 2**

**Budget-plan de travail intégré - détail des recettes  
pour l'année close le 31 décembre 2010**

(en dollars des États-Unis)

Contributions volontaires	Fonds disponibles au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011
<b>Gouvernements</b>	
Andorre	41 667
Australie	3 181 818
Autriche	144 300
Belgique	6 004 535
Canada	5 268 293
Chine	100 000
Danemark	7 126 314
Finlande	12 145 749
France	944 669
Allemagne	3 633 721
Irlande	3 952 569
Israël	5 000
Japon	2 875 136
Liechtenstein	23 063
Luxembourg	3 576 248
Monaco	26 991
Pays-Bas	38 840 937
Nouvelle-Zélande	2 583 000
Norvège	26 823 135
Pologne	61 653
Portugal	269 906
Fédération de Russie	500 000
Espagne	2 975 721
Suède	37 801 604
Suisse	4 317 789
Thaïlande	99 973
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	15 360 983
États-Unis d'Amérique	44 700 000
<b>Sous-total</b>	<b>223 384 774</b>
<b>Organismes coparrainants</b>	
Banque mondiale	4 000 000
<b>Sous-total</b>	<b>4 000 000</b>
<b>Autres</b>	
<i>United Nations Federal Credit Union</i>	29 338
<i>Divers</i>	32 155
<b>Sous-total</b>	<b>61 493</b>
<b>Total des produits opérationnels</b>	<b>227 446 267</b>
<b>Autres produits</b>	
<i>Intérêts</i>	4 326 180
<b>Total des autres produits</b>	<b>4 326 180</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>231 772 447</b>

**Tableau annexé 3**

**Fonds extrabudgétaires - détail des recettes  
pour l'année close le 31 décembre 2010  
(en dollars des États-Unis)**

Contributions volontaires	Fonds disponibles au titre des fonds extrabudgétaires de l'exercice 2010-2011
<b>Gouvernements</b>	
Australie	5 294 873
Danemark	4 378 517
France	1 033 811 <sup>1/</sup>
Irlande	1 297 241
Japon	350 000
Luxembourg	2 699 055
Pays-Bas	322 304
Norvège	314 870
Espagne	359 789
Suède	2 600 646
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 238 429
États-Unis d'Amérique (CDC)	1 025 423
États-Unis d'Amérique (USAID)	4 737 500
<b>Sous-total</b>	<b>25 652 458</b>
<b>Organismes coparrainants</b>	
PNUD	512 365
OMS	301 127
<b>Sous-total</b>	<b>813 492</b>
<b>Autres</b>	
Fondation ASEAN	126 087
Fondation Bill et Melinda Gates	1 233 169
CARICOM	84 436
Commission européenne	1 492 048
Fondation Ford	585 600
Allemagne, GTZ	706 045
Bureau du MDTF	3 447 623
HCDH	95 000
Public Health Foundation in India	71 262
UNCERF	564 962
UNOPS	191 588
Divers	6 600
Remboursements aux donateurs et à d'autres	( 59 485)
<b>Sous-total</b>	<b>8 544 935</b>
<b>Total des produits opérationnels</b>	<b>35 010 885</b>
<b>Autres produits</b>	
Intérêts	1 194 340
<b>Total des autres produits</b>	<b>1 194 340</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>36 205 225</b>

<sup>1/</sup> Inclut une contribution sous forme de service pour US\$ 478 255.

Tableau annexé 4

**Budget-plan de travail intégré 2010-2011**  
**Budget, dépenses et fonds affectés (résumé) par effet direct principal**  
**pour l'année close le 31 décembre 2010**  
(en dollar des États-Unis)

Effet direct principal	Allocations	Dépenses	Fonds affectés <sup>a/</sup>	Total	Solde	Taux de mise en œuvre
	approuvées 2010-2011					
	(a)	(b)	(c)	(d) = (b + c)	(e) = (a - d)	(f) = (d / a)
1 Renforcement du leadership et de la mobilisation des ressources pour une riposte élargie au VIH au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays.	62 984 300	32 781 585	3 495 116	36 276 701	26 707 599	57.6%
2 Renforcement et mise à disposition des informations stratégiques nécessaires pour aider les pays à connaître leur épidémie, orienter une riposte éclairée par le concret et permettre une meilleure responsabilisation.	33 586 418	18 963 928	3 487 853	22 451 781	11 134 637	66.8%
3 Renforcement des ressources humaines et des systèmes publics et de la société civile pour élaborer, mettre en œuvre et élargir/intensifier des ripostes au VIH complètes et éclairées par le concret.	104 049 250	27 698 722	6 994 172	34 692 894	69 356 356	33.3%
4 Renforcement des politiques et des stratégies tenant compte des différences entre les sexes et respectueuses des droits de la personne qui visent à réduire la stigmatisation et la discrimination, y compris, le cas échéant, les initiatives ciblées sur le commerce du sexe, la consommation de drogues, l'incarcération et la diversité sexuelle.	19 632 837	8 701 606	2 491 645	11 193 251	8 439 586	57.0%
5 Renforcement des capacités nationales à élargir et intensifier la prévention, le traitement, les soins et l'appui en rapport avec le VIH.	48 515 644	19 744 247	5 200 134	24 944 381	23 571 263	51.4%
6 Élargissement de la couverture et meilleure pérennisation des programmes de prévention, de traitement, de soins et d'appui en rapport avec le VIH, et qui luttent contre la vulnérabilité et l'impact associés au commerce du sexe, à la consommation de drogues, à l'incarcération et aux rapports sexuels entre hommes.	14 057 700	7 228 849	1 917 054	9 145 903	4 911 797	65.1%
7 Élargissement de la couverture et meilleure pérennisation des programmes, notamment ceux qui luttent contre la vulnérabilité et l'impact du VIH sur les femmes et les filles, les jeunes, les populations affectées par des situations de crise humanitaire et les populations civiles.	36 504 731	15 718 197	6 166 125	21 884 322	14 620 409	59.9%
8 Renforcement de la coordination, l'alignement et l'harmonisation à tous les niveaux de la riposte au VIH.	160 489 120	97 728 923	18 621 072	116 349 995	44 139 125	72.5%
Fonds d'urgence	5 000 000	-	-	-	5 000 000	-
<b>Total</b>	<b>484 820 000</b>	<b>228 566 057</b>	<b>48 373 171</b>	<b>276 939 228</b>	<b>207 880 772</b>	<b>57.1%</b>

<sup>a/</sup> Les fonds affectés sont des fonds définitivement provisionnés pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis.



Tableau annexé 5

**Budget-plan de travail intégré 2008-2009**  
**Dépenses 2010 liées à des fonds affectés au titre du Budget-plan de travail intégré 2008-2009 par effet direct principal**  
**pour l'année close le 31 décembre 2010**  
(en dollars des États-Unis)

Effet direct principal	Solde Budget- plan de travail intégré 2008-2009	Fonds affectés 2008-2009 <sup>a/</sup>	Total disponible	Dépenses 2010	Solde	Taux de mise en œuvre
	(a)	(b)	(c)	(d)	(e) = (c - d)	(f) = (d / c)
1 Leadership et mobilisation des ressources	481 085	11 206 680	11 687 765	7 034 089	4 653 676	60.2%
2 Planification, financement, assistance technique et coordination	397 805	10 668 523	11 066 328	6 424 856	4 641 472	58.1%
3 Renforcement de la base de preuves et de la responsabilisation	44 128	2 762 168	2 806 296	1 922 946	883 350	68.5%
5 Droits de la personne, sexospécificité, stigmatisation et discrimination	896 651	708 267	1 604 918	441 161	1 163 757	27.5%
6 Populations les plus exposées au risque d'infection	414 232	1 017 049	1 431 281	707 146	724 135	49.4%
7 Les femmes et les filles, les jeunes, les enfants et les populations en situation de crise humanitaire	759 089	1 181 640	1 940 729	670 470	1 270 259	34.5%
<b>Total</b>	<b>2 992 989</b>	<b>27 544 327</b>	<b>30 537 316</b>	<b>17 200 668</b>	<b>13 336 648</b>	<b>56.3%</b>

<sup>a/</sup> Correspond au solde de clôture du rapport financier 2008-2009, tableau annexé 4, page 23.

Tableau annexé 6

**Fonds extrabudgétaires**  
**Fonds disponibles, dépenses et fonds affectés (résumé) par origine des recettes**  
**pour l'année close le 31 décembre 2011**  
(en dollars des États-Unis)

Origine des recettes	Report 2008-2009	Fonds reçus en 2010	Total des fonds disponibles	Dépenses a/	Fonds affectés b/	Total	Taux de mise en œuvre
	(a)	(b)	(c) = (a+b)	(d)	(e)	(f) = (d + e)	(g) = (f / c)
<b>Contributions volontaires et autres recettes</b>							
Andorre	205	-	205	-	-	-	-
Australie	4 385 336	5 294 873	9 680 209	3 277 988	2 269 772	5 547 760	57.3%
Autriche	724 319	-	724 319	335 886	298 104	633 990	87.5%
Belgique	178 368	-	178 368	-	-	-	-
Canada	1 786	-	1 786	-	-	-	-
Danemark	220 271	4 378 517	4 598 788	2 631 710	677 059	3 308 769	71.9%
Finlande	1 343 094	-	1 343 094	754 861	586 117	1 340 978	99.8%
France	1 676 410	1 033 811 <sup>c/</sup>	2 710 221	951 478	106 013	1 057 491	39.0%
Allemagne, notamment GTZ	1 143 102	706 045	1 849 147	499 313	342 617	841 930	45.5%
Grèce	5 613	-	5 613	5 612	-	5 612	100.0%
Irlande	3 821 579	1 297 241	5 118 820	1 637 501	742 790	2 380 291	46.5%
Italie	29 973	-	29 973	-	-	-	-
Japon	530 594	350 000	880 594	620 170	111 589	731 759	83.1%
Luxembourg	7 889 612	2 699 055	10 588 667	3 270 178	1 679 494	4 949 672	46.7%
Ministère de la communauté flamande, Belgique	1 164 335	-	1 164 335	345 112	330 946	676 058	58.1%
Mozambique	68 294	-	68 294	68 228	-	68 228	99.9%
Pays-Bas	294 272	322 304	616 576	235 944	166 584	402 528	65.3%
Nouvelle-Zélande	158 672	-	158 672	113 905	-	113 905	71.8%
Norvège	949 749	314 870	1 264 619	162 019	110 977	272 996	21.6%
Fédération de Russie	7 907	-	7 907	-	-	-	-
Arabie saoudite	12 765	-	12 765	12 459	-	12 459	97.6%
Espagne	1 346 169	359 789	1 705 958	749 251	328 541	1 077 792	63.2%
Suède	6 658 603	2 600 646	9 259 249	5 223 159	512 830	5 735 989	61.9%
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 502 107	1 238 429	2 740 536	1 030 586	691 015	1 721 601	62.8%
États-Unis d'Amérique (CDC)	2 226 839	1 025 423	3 252 262	116 747	343	117 090	3.6%
États-Unis d'Amérique (NHI)	16 807	-	16 807	-	-	-	-
États-Unis d'Amérique (USAID)	4 767 013	4 737 500	9 504 513	3 572 908	403 575	3 976 483	41.8%
Fondation ASEAN	-	126 087	126 087	8 249	80 000	88 249	70.0%
AWARE	30 009	-	30 009	-	-	-	-
Fondation Bill et Melinda Gates	1 258 260	1 233 169	2 491 429	1 108 526	78 677	1 187 203	47.7%
BM Creative Management LTD	648	-	648	-	-	-	-
CARICOM	109 023	84 436	193 459	162 833	17 104	179 937	93.0%
Commission des Communautés européennes	27 117	-	27 117	-	-	-	-
Constella Futures	657	-	657	-	-	-	-
Commission européenne	-	1 492 048	1 492 048	813 080	678 147	1 491 227	99.9%
Fondation Ford	536 276	585 600	1 121 876	311 554	-	311 554	27.8%
Geneva Global Inc.	26 549	-	26 549	-	-	-	-
Fonds mondial	149 880	-	149 880	5 250	-	5 250	3.5%
Imperial College London	13 808	-	13 808	-	-	-	-
Organisation internationale du Travail	9 019	-	9 019	3 980	-	3 980	44.1%
John Hopkins Univeristy	5 786	-	5 786	-	-	-	-
Johnson & Johnson Products Inc.	4 874	-	4 874	-	-	-	-
Bureau du MDTF	-	3,447,623	3 447 623	991 213	1 857 428	2 848 641	82.6%
Merck & Company Inc.	189 120	-	189 120	-	-	-	-
ANRS	10 589	-	10 589	-	-	-	-
OPEP	1 021 858	-	1 021 858	35 330	451 984	487 314	47.7%
HCDH	-	95 000	95 000	-	-	-	-
OSIWA	3 850	-	3 850	-	-	-	-
Public Health Foundation in India	-	71 262	71 262	4 662	66 600	71 262	100.0%
Communauté de Développement de l'Afrique australe	43 555	-	43 555	-	-	-	-
Université de Stanford	10 000	-	10 000	-	-	-	-
UNCERF	-	564 962	564 962	90 940	470 890	561 830	99.4%
PNUD	2 205 232	512 365	2 717 597	1 428 191	368 463	1 796 654	66.1%
UNESCO	116 000	-	116 000	-	-	-	-
UNFIP	505	-	505	-	-	-	-
HCR	83 562	-	83 562	-	-	-	-
UNICEF	36 767	-	36 767	299	-	299	0.8%
UNIFEM	22 145	-	22 145	-	-	-	-
Nations Unies	20 000	-	20 000	-	-	-	-
Fondation des Nations Unies	4 668	-	4 668	115	-	115	2.5%
UNODC	13 825	-	13 825	-	-	-	0.0%
UNOPS	106 304	191 588	297 892	288 729	-	288 729	96.9%
PAM	14 019	-	14 019	5 809	-	5 809	41.4%
OMS	98 429	301 127	399 556	232 922	4 578	237 500	59.4%
Banque mondiale	7 275	-	7 275	-	-	-	-
Allocations spéciales CCP	20 065 783	-	20 065 783	6 257 040	1 587 242	7 844 282	39.1%
Divers	32 639	6 600	39 239	-	-	-	-
Intérêts et autres	12 369 412	1 194 340	13 563 752	2 365 763	1 524 660	3 890 423	28.7%
Remboursements aux donateurs	-	(59 485)	(59 485)	-	-	(59 485)	100.0%
Coûts d'appui aux programmes (PSC)	-	-	-	(1 508 029) <sup>d/</sup>	-	(1 508 029)	-
<b>Total</b>	<b>79 771 237</b>	<b>36 205 225</b>	<b>115 976 462</b>	<b>38 221 471</b>	<b>16 544 139</b>	<b>54 706 125</b>	<b>47.2%</b>

a/ Représente les dépenses totales au titre du budget 2010-2011 et des fonds affectés en 2008-2009, comme indiqué dans le Tableau annexé 1 en page 21.

b/ Les fonds affectés sont des fonds formellement provisionnés pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis.

c/ Inclut une contribution sous forme de service pour US\$ 478 255

d/ Prière de vous reporter à la note 1.12 en page 15

## SECTION III

### INFORMATIONS SUR LA GESTION

#### I. Fonds reçus au titre de l'exercice biennal 2010-2011

Au cours de l'année considérée, des produits opérationnels d'un montant de US\$ 227,5 millions ont été reçus au profit des ressources de base du Budget-plan de travail intégré 2010-2011. Ce montant a été financé par vingt-huit gouvernements à hauteur de 98,2 % et par la Banque mondiale à hauteur de 1,7 %. Le solde (soit 0,1 %) est composé de recettes diverses, y compris des fonds reçus d'institutions publiques et de donateurs privés autres que les gouvernements, de donations diverses et d'honoraires reçus. En plus de ce montant, des produits financiers (principalement des produits d'intérêt) de US\$ 4,3 millions ont aussi été reçus et répartis pendant l'année considérée, portant le total des recettes à la disposition du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 à US\$ 231,8 millions. Le Tableau annexé 2 en page 22 fournit des détails sur ces recettes.

En outre, des ressources extrabudgétaires d'un montant de US\$ 35 millions ont été mises à la disposition de l'ONUSIDA pour appuyer un certain nombre d'activités au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays, et un certain nombre d'activités gérées au niveau interinstitutions qui ne sont pas incluses dans le Budget-plan de travail intégré et ne sont pas du ressort spécifique des coparrainants. En plus de ce montant, des produits financiers (principalement des produits d'intérêts) de US\$ 1,2 million ont aussi été reçus et répartis pendant la période considérée, portant le total des recettes extrabudgétaires à US\$ 36,2 millions. Le Tableau annexé 3 en page 23 fournit des détails sur les origines de ces fonds.

#### II. Fonds dépensés pour l'année close le 31 décembre 2010

Les dépenses opérationnelles de l'année close le 31 décembre 2010 ont totalisé US\$ 284 millions, comme indiqué dans le Tableau annexé 1 (colonne e) en page 21. Sur ce montant total, US\$ 228,6 millions représentent des dépenses au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011, US\$ 17,2 millions des dépenses au titre des fonds affectés en 2008-2009 et les US\$ 38,2 millions restants des dépenses imputées sur des fonds extrabudgétaires.

Les dépenses de US\$ 228,6 millions engagées pour la mise en œuvre des activités de riposte au sida prévues dans le Budget-plan de travail intégré 2010-2011 ont été réparties comme suit :

- (a) US\$ 80,7 millions dépensés au profit des coparrainants,
- (b) US\$ 59,4 millions dépensés pour les activités interinstitutions, et
- (c) US\$ 88,5 millions dépensés pour le Secrétariat.

En plus du montant dépensé au titre du Budget-plan de travail intégré susmentionné, une somme de US\$ 48,4 millions a été affectée pendant la même année, ce qui représente globalement un taux d'engagement de 57,1 % (résumé dans le Tableau annexé 4 en page 24). Les fonds affectés correspondent à des fonds formellement provisionnés pour des biens et des services non encore fournis.

**Tableau 1 : Budget-plan de travail intégré – allocations approuvées, dépenses et fonds affectés pour l'année close le 31 décembre 2010** (en milliers de dollars des États-Unis)

	Approved allocations	Expense	Encumbrance <sup>a/</sup>	Total	Balance	Percentage implementation
	(a)	(b)	(c)	(d) = (b + c)	(e) = (a - d)	(f) = (d / a)
<b>Cosponsors</b>	160 970	80 735	22,265	103 000	57 970	64.0%
<b>Interagency</b>	136 450	59 355	16 103	75 458	60 992	55.3%
<b>Secretariat</b>	182 400	88 476	10 005	98 481	83 919	54.0%
<b>Contingency</b>	5 000	-	-	-	5 000	-
<b>Total</b>	<b>484 820</b>	<b>228 566</b>	<b>48 373</b>	<b>276 939</b>	<b>207 881</b>	<b>57.1%</b>

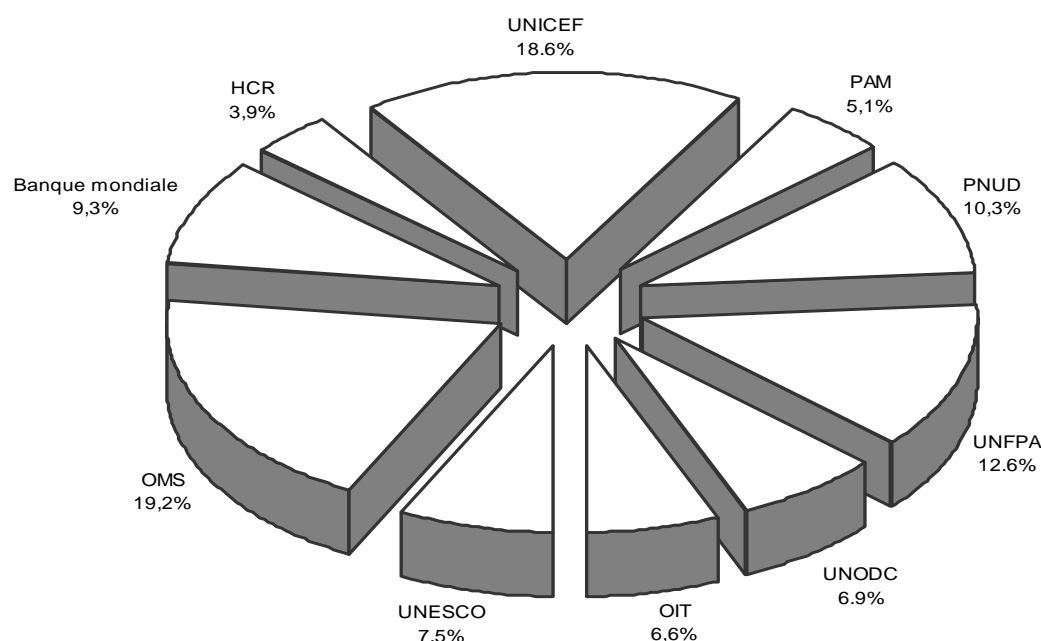
<sup>a/</sup> Encumbrance equals a firm commitment for goods and/or services which have not yet been delivered.

## A. Budget-plan de travail intégré

### i) Fonds virés aux coparrainants

Au 31 décembre 2010, les virements effectués au profit des coparrainants s'élevaient à US\$ 107,8 millions. Ces virements représentent 67 % de la part des coparrainants au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011. La Figure 1 fournit des informations sur le pourcentage des virements faits au profit de chaque coparrainant par rapport au total des virements, parallèlement aux montants virés au titre de chacun des effets directs principaux convenus. Il convient cependant de noter qu'un montant de seulement US\$ 80,7 millions est comptabilisé en dépenses pour l'année close à la fin 2010 et que le montant restant de US\$ 27,1 millions (qui a déjà été viré aux coparrainants) est comptabilisé dans l'État de la situation financière au poste « Charges constatées d'avance ».

**Figure 1 : Fonds et pourcentages virés aux coparrainants pour l'année close le 31 décembre 2010**



### ***ii) Fonds dépensés sur les ressources interinstitutions***

Les activités interinstitutions incluent les initiatives communes engagées par plusieurs membres de la famille de l'ONUSIDA (coparrainants et/ou Secrétariat). Ces activités sont habituellement axées sur des initiatives transversales qui aident à renforcer la riposte multisectorielle au sida. Au cours de l'année considérée, un montant total de US\$ 59,4 millions a été dépensé et US\$ 16,1 millions ont été affectés au profit d'activités interinstitutions sur un budget biennal approuvé de US\$ 136,4 millions<sup>2</sup>, ce qui représente un taux d'engagement de 55,3 %.

### ***iii) Fonds dépensés sur le budget du Secrétariat***

Les dépenses du Secrétariat de l'ONUSIDA se sont élevées à US\$ 88,5 millions pendant l'année close le 31 décembre 2010. Cela inclut US\$ 47,8 millions pour les activités et US\$ 40,7 millions pour des charges de personnel à échéance fixe. En plus du montant dépensé susmentionné, un total de US\$ 10 millions a été affecté pendant l'exercice, ce qui représente globalement un taux d'engagement de 54 %.

## ***B. Dépenses engagées sur les fonds extrabudgétaires***

Comme indiqué dans le Tableau annexé 6, en page 26, les dépenses engagées sur les ressources extrabudgétaires ont totalisé US\$ 38,2 millions et les fonds affectés au titre de ces ressources ont représenté US\$ 16,5 millions pendant l'année close le 31 décembre 2010.

Le Tableau annexé 6 présente également : (i) une vue d'ensemble des ressources extrabudgétaires totales (colonne c), y compris les fonds reportés de 2009 qui ont été mis à la disposition des activités du programme dans le cadre de cette composante, et (ii) le montant des fonds dépensés et affectés pendant l'exercice clos le 31 décembre 2010.

## ***C. Dépenses engagées au niveau des pays et des régions sur tous les fonds confondus***

Comme recommandé par le Conseil de Coordination du Programme lors de sa 22<sup>ème</sup> réunion qui s'est tenue à Chiang Mai, en Thaïlande, du 23 au 25 avril 2008, le Tableau 2 du présent rapport qui s'étend de la page 31 à la page 33, présente une ventilation des fonds dépensés et affectés par pays et région, à la fois sur les ressources du Budget-plan de travail intégré et sur les ressources extrabudgétaires. Les dépenses engagées au niveau des pays et des régions se sont élevées à US\$ 88,3 millions pour l'année close le 31 décembre 2010. En plus du montant dépensé susmentionné, US\$ 32,2 millions ont été affectés pendant la même année, ce qui représente au total US\$ 120,5 millions pour l'année close le 31 décembre 2010.

## **III. Actif net/situation nette**

L'actif net/situation nette au 31 décembre 2010 résulte de la combinaison des soldes des fonds au 31 décembre 2009 et des activités 2010 détaillées comme suit : déficit accumulé (c'est-à-dire recettes 2010 moins dépenses 2010) et fonds propres engagés dans les immobilisations. Ainsi, le solde des fonds de clôture au 31 décembre 2010 s'élevait à US\$ 231,8 millions pour le Budget-plan de travail intégré, à US\$ 77,8 millions pour les fonds extrabudgétaires, à US\$ 35 millions pour le Fonds de réserve, à US\$ 3,7 millions pour les fonds propres dans le bâtiment du Siège de l'ONUSIDA et à une perte latente de US\$ (0,7) million liée à la réévaluation des positions et soldes en devises.

Il convient de noter qu'en plus des dépenses de US\$ 228,6 millions au titre du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 et d'un montant de US\$ 17,2 millions de dépenses liées à des fonds affectés au titre du Budget-plan de travail intégré 2008-2009, une somme de US\$ 48,4 millions a

---

<sup>2</sup> Le budget interinstitutions inclut une provision de US\$ 100 millions pour les salaires du personnel interinstitutions dans les pays (Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans le pays et experts en suivi et évaluation, élaboration de partenariats et mobilisation sociale), les frais généraux de fonctionnement des 85 bureaux de l'ONUSIDA dans le pays et les investissements associés pour les liaisons informatiques sur le terrain.

été affectée en 2010 (représentant des engagements fermes au titre de biens et de services devant être fournis en 2011), comme indiqué dans le Tableau annexé 4 en page 23. En conséquence, le solde net des fonds au titre du Budget-plan de travail intégré disponible au 31 décembre 2010 pour couvrir les activités du Budget-plan de travail intégré 2010-2011 s'élève à US\$ 183,4 millions (c'est à dire : US\$ 231,8 millions - US\$ 48,4 millions (provisionnés pour des fonds affectés en 2010-2011) = US\$ 183,4 millions).

Tableau 2

Fonds dépensés et affectés au niveau des pays et des régions - toutes origines de fonds confondus  
pour l'année close le 31 décembre 2010  
(en milliers de dollars des États-Unis)

Région	Pays	Budget-plan de travail intégré			Fonds extrabudgétaires			Total		
		Dépenses <sup>a/</sup>	Fonds affectés <sup>b/</sup>	Total	Dépenses <sup>a/</sup>	Fonds affectés <sup>b/</sup>	Total	Dépenses <sup>a/</sup>	Fonds affectés <sup>b/</sup>	Total
Asie et Pacifique	Équipe d'appui aux régions, Asie/Pacifique	3 951 366	379 068	4 330 433	2 860 170	671 922	3 532 092	6 811 536	1 050 989	7 862 525
	Bangladesh	415 660	199 300	614 960	56 854	149 406	206 260	472 514	348 706	821 220
	Bhoutan	-	-	-	-	9 000	9 000	-	9 000	9 000
	Cambodge	662 848	186 432	849 279	47 715	184 532	232 247	710 563	370 964	1 081 526
	Chine	1 349 113	657 890	2 007 004	781 448	723 159	1 504 608	2 130 562	1 381 050	3 511 611
	Fidji	575 653	126 169	701 823	57 488	229 170	286 658	633 141	355 339	988 480
	Inde	1 103 061	70 008	1 173 068	614 487	542 245	1 156 732	1 717 547	612 253	2 329 800
	Indonésie	972 121	271 271	1 243 392	-	-	-	972 121	271 271	1 243 392
	République dém. populaire lao	327 759	67 386	395 145	-	31 654	31 654	327 759	99 040	426 799
	Malaisie	55 620	33 819	89 439	47 447	52 453	99 900	103 067	86 272	189 339
	Maldives	-	-	-	-	7 400	7 400	-	7 400	7 400
	Mongolie	-	54 437	54 437	23 038	61 056	84 094	23 038	115 493	138 531
	Myanmar	640 723	228 533	869 256	301 570	140 638	442 208	942 293	369 171	1 311 464
	Népal	572 513	146 089	718 602	19 714	118 286	138 000	592 227	264 375	856 602
	Pakistan	722 341	53 490	775 831	223 872	299 278	523 150	946 212	352 768	1 298 981
	Papouasie-Nouvelle-Guinée	670 685	54 699	725 384	50 591	156 031	206 622	721 277	210 730	932 007
	Philippines	320 271	228 355	548 626	4 148	15 852	20 000	324 419	244 207	568 626
Sri Lanka	303 907	258 320	562 227	84 704	54 864	139 568	388 611	313 184	701 795	
Thaïlande	709 658	291 830	1 001 488	14 706	128 894	143 600	724 364	420 724	1 145 088	
Viet Nam	704 431	118 254	822 685	431 217	356 736	787 952	1 135 648	474 989	1 610 637	
<b>Total Asie et Pacifique</b>		<b>14 057 730</b>	<b>3 425 349</b>	<b>17 483 079</b>	<b>5 619 169</b>	<b>3 932 575</b>	<b>9 551 745</b>	<b>19 676 899</b>	<b>7 357 924</b>	<b>27 034 823</b>
Caraïbes	Équipe d'appui aux régions, Caraïbes	1 851 916	203 637	2 055 553	219 308	17 104	236 411	2 071 223	220 741	2 291 964
	Bahamas	4 114	30 000	34 114	-	30 000	30 000	4 114	60 000	64 114
	Barbade	445 494	48 331	493 824	17 648	65 352	83 000	463 141	113 683	576 824
	Belize	9 160	70 000	79 160	-	30 000	30 000	9 160	100 000	109 160
	Cuba	100 000	-	100 000	75 000	-	75 000	175 000	-	175 000
	République dominicaine	375 498	283 060	658 558	51 111	77 295	128 405	426 608	360 355	786 963
	Guyana	646 972	123 624	770 595	1 043	26 957	28 000	648 015	150 580	798 595
	Haïti	956 749	238 398	1 195 147	521 057	359 781	880 838	1 477 806	598 179	2 075 984
	Jamaïque	426 240	119 828	546 068	2 173	27 827	30 000	428 412	147 656	576 068
	Trinité-et-Tobago	203 003	69 406	272 409	15 181	14 838	30 018	218 183	84 244	302 427
<b>Total Caraïbes</b>		<b>5 019 143</b>	<b>1 186 284</b>	<b>6 205 427</b>	<b>902 520</b>	<b>649 153</b>	<b>1 551 673</b>	<b>5 921 663</b>	<b>1 835 437</b>	<b>7 757 100</b>
Afrique orientale et australe	Équipe d'appui aux régions, Afrique orientale et australe	3 796 644	285 804	4 082 448	1 920 494	217 784	2 138 278	5 717 137	503 588	6 220 725
	Angola	695 587	142 958	838 545	-	-	-	695 587	142 958	838 545
	Botswana	652 822	200 980	853 802	13 685	63 815	77 500	666 507	264 795	931 302
	Érythrée	347 073	101 209	448 282	35 347	148 963	184 310	382 420	250 171	632 592
	Éthiopie	1 599 590	255 361	1 854 951	51 028	238 982	290 010	1 650 618	494 343	2 144 961
	Kenya	822 717	276 418	1 099 135	410 717	717 612	1 128 329	1 233 434	994 029	2 227 464
	Lesotho	724 814	221 238	946 052	9 161	83 339	92 500	733 975	304 577	1 038 552
	Madagascar (incluant Seychelles, Comores, Ile Maurice)	557 184	85 178	642 362	3 102	42 898	46 000	560 286	128 076	688 362
	Malawi	869 650	132 813	1 002 463	483 909	724 377	1 208 286	1 353 559	857 190	2 210 749
	Mozambique	853 056	188 047	1 041 102	345 261	623 385	968 646	1 198 317	811 432	2 009 749
	Namibie	553 507	338 096	891 602	5 317	205 081	210 398	558 824	543 176	1 102 000
	Rwanda	815 891	134 265	950 156	133 053	98 939	231 992	948 944	233 204	1 182 148
	Afrique du Sud	1 486 982	378 749	1 865 731	311 276	553 886	865 162	1 798 258	932 635	2 730 893
	Swaziland	675 011	129 768	804 779	204 689	186 911	391 600	879 699	316 680	1 196 379
	République-Unie de Tanzanie	718 937	358 946	1 077 883	41 889	144 705	186 594	760 826	503 651	1 264 477
	Ouganda	1 022 302	143 519	1 165 821	144 574	716 536	861 110	1 166 876	860 055	2 026 931
	Zambie	949 135	514 337	1 463 472	236 704	295 960	532 664	1 185 839	810 298	1 996 136
Zimbabwe	902 124	373 662	1 275 786	19 209	390 237	409 446	921 333	763 899	1 685 232	
<b>Total Afrique orientale et australe</b>		<b>18 043 024</b>	<b>4 261 348</b>	<b>22 304 372</b>	<b>4 369 416</b>	<b>5 453 409</b>	<b>9 822 825</b>	<b>22 412 440</b>	<b>9 714 757</b>	<b>32 127 197</b>

<sup>a/</sup> Représente les dépenses totales au titre du budget 2010-2011 et des fonds affectés en 2008-2009.

<sup>b/</sup> Les fonds affectés sont des fonds formellement provisionnés pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis.

Tableau 3 (suite)

Région	Pays	plan de travail intégré			Fonds extrabudgétaires			Total		
		Dépenses <sup>a/</sup>	Fonds affectés <sup>b/</sup>	Total	Dépenses <sup>a/</sup>	Fonds affectés <sup>b/</sup>	Total	Dépenses <sup>a/</sup>	Fonds affectés <sup>b/</sup>	Total
Europe	Équipe d'appui aux régions, Europe	2 261 033	174 507	2 435 540	-	-	-	2 261 033	174 507	2 435 540
	Albanie	75 000	-	75 000	-	5 000	5 000	75 000	5 000	80 000
	Arménie	315 500	121 976	437 476	-	15 000	15 000	315 500	136 976	452 476
	Azerbaïdjan	129 010	128 854	257 864	338	4 662	5 000	129 348	133 516	262 864
	Bélarus	174 085	26 006	200 090	17 021	3 979	21 000	191 106	29 985	221 090
	Bosnie-Herzégovine	75 000	-	75 000	-	5 000	5 000	75 000	5 000	80 000
	Croatie	74 990	-	74 990	19 489	5 486	24 975	94 479	5 486	99 965
	Géorgie	86 405	116 345	202 750	2 754	2 246	5 000	89 159	118 591	207 750
	Kazakhstan	505 613	7 763	513 376	28 807	28 158	56 965	534 420	35 921	570 341
	Kosovo	75 000	-	75 000	-	-	-	75 000	-	75 000
	Kirghizistan Ex-République yougoslave de Macédoine	42 855 -	110 098 75 000	152 953 75 000	81 963 5 178	2 320 88 922	84 284 94 100	124 818 5 178	112 418 163 922	237 237 169 100
	République de Moldavie	189 421	97 164	286 585	126 004	12 188	138 191	315 425	109 351	424 776
	Roumanie	-	75 000	75 000	-	19 000	19 000	-	94 000	94 000
	Fédération de Russie	502 122	168 675	670 797	535 696	122 316	658 012	1 037 819	290 990	1 328 809
	Serbie	35 000	40 000	75 000	5 210	17 184	22 394	40 210	57 184	97 394
	Monténégro	35 000	40 000	75 000	5 210	17 184	22 394	40 210	57 184	97 394
	Tadjikistan	161 496	89 000	250 497	6 685	13 315	20 000	168 181	102 316	270 497
Turquie	125 000	-	125 000	12 156	7 974	20 130	137 156	7 974	145 130	
Turkménistan	-	40 136	40 136	-	-	-	-	40 136	40 136	
Ukraine	713 231	38 548	751 779	81 788	11	81 799	795 019	38 559	833 578	
Ouzbékistan	380 587	14 127	394 714	6 524	2 316	8 840	387 111	16 442	403 554	
<b>Total Europe</b>		<b>5 956 349</b>	<b>1 363 198</b>	<b>7 319 547</b>	<b>934 823</b>	<b>372 262</b>	<b>1 307 084</b>	<b>6 891 172</b>	<b>1 735 459</b>	<b>8 626 631</b>
Amérique latine	Équipe d'appui aux régions, Amérique latine	2 331 221	208 982	2 540 202	451 911	47 272	499 183	2 783 132	256 253	3 039 385
	Argentine	521 324	148 846	670 170	131 874	124 753	256 627	653 198	273 599	926 797
	Bolivie	90 208	25 516	115 724	24 894	20 319	45 213	115 102	45 835	160 937
	Brésil	629 364	132 260	761 625	46 106	239 409	285 516	675 471	371 670	1 047 140
	Chili	351 592	111 414	463 006	6 996	27 752	34 748	358 588	139 166	497 754
	Colombie	170 719	105 210	275 929	13 342	7 141	20 484	184 062	112 351	296 413
	Costa Rica	62 047	17 953	80 000	10 716	20 284	31 000	72 763	38 237	111 000
	Équateur	138 134	65 872	204 006	15 691	32 889	48 580	153 825	98 761	252 586
	El Salvador	198 115	61 487	259 602	11 367	23 565	34 932	209 482	85 052	294 534
	Guatemala	633 111	176 210	809 321	176 781	204 537	381 318	809 892	380 746	1 190 639
	Honduras	662 290	269 791	932 081	94 634	52 299	146 933	756 923	322 090	1 079 014
	Mexique	50 973	14 990	65 963	27 458	33 207	60 665	78 432	48 196	126 628
	Nicaragua	97 239	28 297	125 536	31 552	23 448	55 000	128 790	51 746	180 536
	Panama	420 693	79 707	500 399	13 739	23 413	37 152	434 432	103 120	537 551
	Paraguay	64 000	29 544	93 544	8 417	24 347	32 764	72 417	53 891	126 308
Pérou	548 668	196 001	744 669	62 710	39 974	102 684	611 378	235 975	847 353	
Uruguay	115 000	28 000	143 000	26 253	13 430	39 683	141 253	41 430	182 683	
Venezuela	327 387	64 024	391 411	2 745	64 039	66 784	330 133	128 063	458 195	
<b>Total Amérique latine</b>		<b>7 412 084</b>	<b>1 764 103</b>	<b>9 176 188</b>	<b>1 157 188</b>	<b>1 022 077</b>	<b>2 179 266</b>	<b>8 569 272</b>	<b>2 786 181</b>	<b>11 355 453</b>
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Équipe d'appui aux régions, Moyen-Orient et Afrique du Nord	2 602 248	245 523	2 847 770	352 923	28 194	381 117	2 955 171	273 717	3 228 887
	Algérie	149 888	87 766	237 654	1 203	62 297	63 500	151 090	150 063	301 154
	Djibouti	294 072	51 083	345 155	-	10 000	10 000	294 072	61 083	355 155
	Égypte	452 823	32 927	485 750	54 001	60 420	114 421	506 824	93 347	600 171
	Iran	150 386	87 044	237 430	58 000	10 000	68 000	208 386	97 044	305 430
	Jordanie	60 000	-	60 000	-	50 000	50 000	60 000	50 000	110 000
	Maroc	367 961	93 804	461 765	83 515	10 356	93 871	451 476	104 160	555 636
	Somalie	86 100	20 947	107 046	-	-	-	86 100	20 947	107 046
	Soudan	928 909	211 001	1 139 910	249 777	34 506	284 283	1 178 686	245 507	1 424 193
	Tunisie	1 103	19 497	20 600	3 523	64 961	68 484	4 626	84 458	89 084
	Yémen	249 766	59 998	309 764	-	25 000	25 000	249 766	84 998	334 764
<b>Total Moyen-Orient et Afrique du Nord</b>		<b>5 343 255</b>	<b>909 587</b>	<b>6 252 843</b>	<b>802 941</b>	<b>355 735</b>	<b>1 158 676</b>	<b>6 146 197</b>	<b>1 265 323</b>	<b>7 411 519</b>

<sup>a/</sup> Représente les dépenses totales au titre du budget 2010-2011 et des fonds affectés en 2008-2009.

<sup>b/</sup> Les fonds affectés sont des fonds formellement provisionnés pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis.



Tableau 3 (suite)

Région	Pays	plan de travail intégré			Fonds extrabudgétaire			Total		
		Dépenses <sup>a/</sup>	Fonds affectés <sup>b/</sup>	Total	Dépenses <sup>a/</sup>	Fonds affectés <sup>b/</sup>	Total	Dépenses <sup>a/</sup>	Fonds affectés <sup>b/</sup>	Total
Afrique occidentale et centrale	Équipe d'appui aux régions, Afrique occidentale et centrale	4 527 187	520 309	5 047 496	451 956	92 684	544 640	4 979 143	612 993	5 592 136
	Bénin	473 768	194 994	668 762	111 852	140 148	252 000	585 620	335 142	920 762
	Burkina Faso	603 702	230 394	834 096	5 794	44 706	50 500	609 497	275 099	884 596
	Burundi	639 615	187 378	826 993	88 475	31 304	119 779	728 090	218 682	946 772
	Cameroun	544 233	209 611	753 844	8 526	28 974	37 500	552 759	238 585	791 344
	République centrafricaine	415 413	206 192	621 605	14 668	37 582	52 250	430 082	243 773	673 855
	Tchad	630 549	215 577	846 126	134 759	521 131	655 890	765 307	736 709	1 502 016
	Congo	616 411	170 080	786 490	100 072	15 000	115 072	716 482	185 080	901 562
	Cap-Vert	-	75 000	75 000	-	-	-	-	75 000	75 000
	République dém. du Congo	1 105 899	554 303	1 660 202	30 099	31 401	61 500	1 135 998	585 704	1 721 702
	Côte d'Ivoire	721 235	162 612	883 846	89 408	30 704	120 113	810 643	193 316	1 003 959
	Gabon	484 658	165 996	650 653	-	13 500	13 500	484 658	179 496	664 153
	Gambie	206 384	41 490	247 874	19 777	10 223	30 000	226 162	51 712	277 874
	Ghana	797 181	346 045	1 143 226	51 282	162 204	213 487	848 463	508 250	1 356 713
	Guinée	555 841	236 277	792 119	43 431	14 569	58 000	599 272	250 846	850 119
	Libéria	331 340	106 082	437 422	149 643	144 604	294 247	480 983	250 686	731 669
	Mali	601 186	269 269	870 455	-	230 000	230 000	601 186	499 269	1 100 455
	Mauritanie	134 412	117 894	252 306	6 638	160 000	166 638	141 050	277 894	418 944
	Niger	452 296	121 870	574 166	20 132	17 368	37 500	472 428	139 238	611 666
Nigéria	1 827 381	477 898	2 305 279	81 055	254 945	336 000	1 908 436	732 843	2 641 279	
Sénégal	216 610	176 703	393 313	-	38 000	38 000	216 610	214 703	431 313	
Sierra Leone	695 958	197 223	893 181	202 203	338 241	540 444	898 161	535 464	1 433 625	
Togo	428 895	165 076	593 972	19 987	20 513	40 500	448 883	185 589	634 472	
<b>Total Afrique occidentale et centrale</b>		<b>17 010 152</b>	<b>5 148 273</b>	<b>22 158 425</b>	<b>1 629 759</b>	<b>2 377 800</b>	<b>4 007 559</b>	<b>18 639 911</b>	<b>7 526 073</b>	<b>26 165 984</b>
<b>Total général</b>		<b>72 841 738</b>	<b>18 058 143</b>	<b>90 899 881</b>	<b>15 415 816</b>	<b>14 163 011</b>	<b>29 578 827</b>	<b>88 257 554</b>	<b>32 221 154</b>	<b>120 478 708</b>

<sup>a/</sup> Représente les dépenses totales au titre du budget 2010-2011 et des fonds affectés en 2008-2009.

<sup>b/</sup> Les fonds affectés sont des fonds formellement provisionnés pour des biens et/ou des services qui n'ont pas encore été fournis.

[End of document]